

2. Radio rurale et Gender

ORGANISATION ET EXPERIENCE DE LA RADIO RURALE LUKUMBI DE SHABUNDA

Ass. NYATEMU ZENDA, ISTD/Mulungu

RADIODIFFUSIONS DE TYPE COMMUNAUTAIRE, NOUVELLE ALTERNATIVE MEDIATIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, Ass. *Dercy C.F. MULEY LEY TUBIBU, ISDR/ITEBERO et ISTD/Mulungu*, Animateur Producteur RTNC/Sud-Kivu.

FEMME ET DEVELOPPEMENT : PERSPECTIVES 2.000;

Mmes Rita Kashosi et F. Mitima, AFCECF Bukavu

14, p. 234-236

ORGANISATION ET EXPERIENCE DE LA RADIO RURALE LUKUMBI DE SHABUNDA (FEVRIER 1995 - JUILLET 1997)

NYATEMU ZENDA, ISTD/Mulungu

En février 1995, le projet radio Lukumbi a été mis en chantier, parce que la radio a l'avantage d'être la technique la plus rapide pour répandre des informations sur un secteur étendu et au même moment, aussi parce que, l'extension prise par les postes portatifs à transistors et leur progression de plus en plus répandue ont révolutionné l'utilisation dans un grand nombre de pays en voie de développement, de la radio comme moyen de communication.

Etat donné les difficultés d'ouvrir une station de radiodiffusion totalement privée dans notre pays, le GERADS, asbl, adressa une requête à l'office de radiodiffusion et de télévision du Sud-Kivu, faisant état de la non audition sur toute l'étendue du territoire de Shabunda, d'aucune station de radio nationale. Cette requête fut bien accueillie également par Son Excellence, le Gouverneur du Sud-Kivu, qui autorisa l'ouverture de cette antenne d'émission radio à Shabunda.

Des accords furent alors conclus entre l'OZRT Sud-Kivu et le GERADS asbl, sur l'installation de la radio LUKUMBI à Shabunda-Centre. Le 15 juillet 1995, les premières émissions sont diffusées sur les ondes de 5h30' à 8h00', le matin et de 17h30 à 20h00' le soir.

1. L'expérience de la radio Lukumbi à Shabunda

La radio LUKUMBI se présente à la population de SHABUNDA comme un instrument pour son information-formation et pour son divertissement. Les services de l'Etat, les organismes non gouvernementaux utilisent ce médium pour les mêmes fins.

Pendant deux années de fonctionnement, nous voulons partager notre expérience concernant notamment, la participation de la population locale, la collaboration avec les services, organismes et autres personnes compétentes ; l'influence de la radio Lukumbi dans son aire d'émission, ainsi que les domaines de développement les plus touchés par notre animation ; et les problèmes et suggestions de solutions.

La participation de la population et la collaboration : la population de Shabunda participe à la radio Lukumbi. Déjà, dès son installation, certaines initiatives locales de développement s'étaient concertées pour offrir à la station des batteries (2) pour son alimentation en énergie. Aussi, la population de Shabunda s'exprime devant le micro, elle a accès à la radio. Elle envoie des rapports d'écoute, des interviews, des témoignages, des réponses aux questions d'enquêtes, des réactions concernant les émissions sous différentes formes : sketches, contes, proverbes, devinettes, chansons, poèmes, textes lus. Ceci se fait par courrier écrit ou parlé.

Certains services publics, des organisations non gouvernementales de développement, des initiatives locales de développement ont obtenu à leur demande, des tranches d'émission régulières. C'est le cas pour le bureau de l'inspecteur agricole, le bureau du médecin-Chef de zone de santé, le bureau Diocésain de développement, le noyau de rayonnement démocratique de la société civile, l'église de Christ au Congo, avec la 24è CLMK...

Quant aux langues de la radio Lukumbi, signalons qu'il existe une homogénéité ethnique et linguistique dans le territoire de Shabunda. Le Kilega, langue locale est parlée d'Est en Ouest et du Nord au Sud. Elle est également parlée à la radio Lukumbi, avec deux autres langues nationales, le Swahili et le Français. Pour nous, l'utilisation de la langue locale est une forme incarnation de la radio Lukumbi, et un signe de respect pour ces personnes qui vivent loin de l'évolution du pays. Aussi c'est un gage pour l'impact des émissions.

L'influence de la radio et les domaines les plus concernés par l'animation : se faire une idée précise et chiffrée de l'influence de la radio Lukumbi après seulement deux années de travail, souvent interrompue, n'est pas facile. Le rythme de développement étant lent, deux ans d'expérience ne constitue qu'un début. Notre mission en ce moment, est de toucher les coeurs et les idées : sensibiliser et conscientiser. Toutefois, il a été constaté sur le terrain que certaines pratiques dans le milieu ont connu des légères modifications.

A travers des émissions spécialisées et des animations d'antenne, des messages ont été produits, des connaissances techniques, scientifiques, traditionnels ont été présentées. A travers des communiqués, nous avons reliés des individus entre eux et nous les avons mis en contact avec les sources de conseil et d'information. Nous avons également organisé et géré la communication horizontale et verticale. Nous avons incité la promotion de la participation et la mobilisation à des actions collectives appropriées.

Les principales émissions qui ont touché les coeurs de la masse populaire de Shabunda sont notamment :

Hygiène et santé : une émission du médecin-Chef de zone de santé, diffusée tous les jours du lundi au samedi de 6h55' à 7h30' soit environ 4 heures par semaine. Au cours de cette émission, il a été passé des messages sur les méfaits de l'auto médication, pratique très courante dans le milieu, concernant surtout la malaria et les maladies vénériennes ; la négligence et le manque de suivi du calendrier de vaccination pour les enfants ; le programme et la spécialité des médecins qui arriveront à Shabunda soit pour le compte des organismes onusiens, soit pour l'ISTM/Shabunda, soit encore pour l'hôpital général de référence de Shabunda. Lors d'une interview en juin 1997, le médecin Chef de zone de santé de Shabunda confirmait que des patients de deux cas de maladies citées ci-haut revenaient progressivement vers les centres de santé de l'entité territoriale.

"Ufugo na mlimo" - Agriculture et élevage : programme chaque lundi et mardi avec près de 4 heures également par semaine, cette émission est animée par les services de l'agriculture ainsi que d'autres associations de développement qui oeuvrent dans ce secteur. Il a comme principal thème d'intéresser les jeunes aux travaux agricoles et d'élevage. Shabunda est à la fois zone minière et

agricole. Plusieurs personnes pensent que c'est dans les mines ou les travaux de bureaux qu'il y a la vie, pourtant des cas palpables prouvent le contraire. A Shabunda, il n'y a pas d'élevage à proprement parler. Néanmoins il a été constaté qu'avec les émissions et les conseils pratiques sur terrain, certains propriétaires de bétails, notamment la chèvre et porc, ont adopté de l'attacher ou de construire un logement. D'autres exploitants de petits jardins potagers se sont résolus de construire des petits enclos. Il a été également constaté l'émergence des cultures maraîchères, thème souvent évoqué par l'inspecteur agricole au cours de ses émissions qui fustigeait le fait qu'à part les feuilles de manioc les autres légumes étaient très rare au marché local.

"Bibi wa sasa" - magazine de la femme : chaque vendredi pendant 30 minutes cette émission, très animée, qui a suscité pas mal de débat de fois houleux a eu pour mérite de libérer la parole de la femme. Souvent de façon anonyme, elles intervenaient soit directement au micro, soit par courrier pour donner leur expériences, réflexions sur la vie quotidienne de la femme de Shabunda, et sa perception du Mieux-être.

Communiqués - Nouvelles locales, Nationales et Autres : d'environ 55 minutes par jour, ces communiqués et nouvelles informent la population de Shabunda sur ce qui se passait autour d'eux en région et dans le pays. Chaque début de semaine, nous recevons de l'OZRT Sud-Kivu une cassette Sud-Kivu qui retrace l'essentiel des informations passées en semaine. Nous radiodiffusons cette cassette deux fois par semaine.

Notons que la fréquence des communiqués a évolué de façon satisfaisante jusqu'à influencer sensiblement les recettes de la radio Lukumbi.

Conclusion

Deux difficultés majeures freinent l'élan de la radio Lukumbi. D'abord l'équipement. Amateur et local, il est sujet à multiples pannes techniques qui nous obligent de réduire les heures d'émissions ou de fermer momentanément la station. L'autre problème, c'est le personnel de la radio Lukumbi, en proie au vécu quotidien, il est bénévole.

L'impact des médias sur la vie des hommes du 20ème siècle ne fait qu'augmenter. Dans ces quelques pages, nous avons voulu partager notre expérience, minime soit-elle pour l'ajouter à d'autres entamées depuis longtemps en R.D.C., dans plusieurs pays d'Afrique et dans le monde. La radio Lukumbi de Shabunda touche directement simultanément des milliers de paysans à travers ce territoire, quel que soit leur degré d'instruction et ceci dans leur langue pour les guider et les accompagner dans leurs efforts pour se développer et se libérer communautairement. La vie dure que mène le paysan, son attachement aux idées traditionnelles, les plaies non guéries de la colonisation, les séquelles du système de gestion du Parti-Etat ainsi que les rébellions successives actuelles, ne permettent pas une transformation rapide des mentalités, ni une traduction immédiate des idées en actes.

Les problèmes posés par nos équipements et notre personnel bénévole, sont loin de nous garantir un travail consistant. Cependant, fermer les portes de la radio Lukumbi-Shabunda équivaldrait à barrer la route aux autres bonnes

initiatives dans le milieu, le paysan se dira “nous sommes maudits, rien de bon ne marche chez nous”.

WILBUR SCHRAMM a écrit : “Chaque pays sous-développé devrait s’efforcer de faciliter dans toute la mesure du possible, la création et le fonctionnement des moyens locaux d’information. Par moyens locaux d’information, nous entendons notamment, les journaux des petites villes et petites communautés, ainsi que les stations de radio locales, car ils permettent à un plus grand nombre de personnes d’accéder à l’information et par conséquent de participer aux affaires publiques. Les gouvernement peut aider ces organes, pourtant très utiles mais souvent sans ressources à subsister et à se développer”.

Nous lançons par conséquent une plaidoirie à toute la classe politique, nos amis de la RCD, aux partenaires de développement oeuvrant au Sud-Kivu, d’appuyer les initiatives de ce genre. Nous terminons notre allocution par lancer un appel aux bonnes volontés pour soutenir et faire aboutir la nouvelle initiative de la radio VIJINI de Mulungu.

Références bibliographiques

1. BIBOMBE wa BIBOMBE, *Cours de systèmes politiques comparés*, UNILU, 1990, inédit.
2. WILBUR SCHRAMM, cité par MUMBU M.M., *Cours d’information et développement*, ISDR-Bukavu, 1999, inédit ,
3. Arthur NYATEMU Victor Kalume K.K., *Un an de radio Lukumbi au service des populations rurales de Shabunda*, rapport annuel de CARAPS, juin 1996.

14, p. 237-241

RADIODIFFUSIONS DE TYPE COMMUNAUTAIRE, NOUVELLE ALTERNATIVE MEDIATIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

*Dercy C.F. MULEY LEY TUBIBU, ISDR/ITEBERO et ISTD/Mulungu
Animateur Producteur RTNC/Sud-Kivu.*

Le problème des moyens de communication et d'information se pose avec acuité en R.D.C. généralement et particulièrement dans la Province du Sud-Kivu, champ de la présente étude. Le Sud-Kivu, avec ses 65.070 km² de superficie et une population évaluée à 3.101.249 habitants en perspectives d'ici l'an 2000 (B.E.A.U, 1990), malgré la présence des radiodiffusions publiques, privées et rurales qui y sont installées, des journaux qui y apparaissent, des chaînes de télévisions étrangères qui y diffusent leurs émissions et programmes, l'information ne parvient qu'à une couche infime car la quasi totalité de tous ces médias est implantée à Bukavu, ne couvrant en définitive que la ville de Bukavu et une partie privilégiée de sa périphérie.

Partager des préoccupations et des idées constitue une phase importante dans la mise en place des activités d'un groupe ou d'un village. Cela peut se faire en utilisant des médias et des auxiliaires audio-visuels dans le cadre de la vulgarisation ; or au Sud-Kivu cela n'est pas le cas.

Nos recherches ont donc été centrées sur la R.T.N.C. (Radio Télévision Nationale Congolaise), une radio publique et la RAMA (Radio Maendeleo), une radio privée "rurale".

Dans le cadre du présent travail, la problématique qui se dégage se pose en ces termes :

1° Les radiodiffusions installées au Sud-Kivu (à Bukavu) n'impliquent pas tout le monde. Les émissions de ces radios se limitent à la seule ville de Bukavu et ses périphéries ; les milieux ruraux se contentent de suivre les stations des radios étrangères, plongés dans la sous-information au niveau local que national.

2° Les messages diffusés par ces stations le sont d'une façon unidirectionnelle, il n'y a pas de "feed back" - "talk back" pour évaluer l'influence des récepteurs sur l'exploitation des messages transmis : il n'y a donc pas d'approche participative.

3° Les langues utilisées dans plus de la moitié des programmes ne sont pas comprises par la majorité de la population qui habite la région.

4. La radio appartient à l'animateur et non à l'auditeur, les informations appartiennent au présentateur des nouvelles à la radio, car les thèmes et autres nouvelles sont des faits tirés par-ci par-là dans des bibliothèques ou des nouvelles captées sur des radios étrangères ne présentant aucun reflet du vécu quotidien des populations. Une tendance à uniformiser et standardiser les contenus, ce qui ne convient pas.

5° La radio classique exige de gros moyens d'investissement et un système administratif centralisé, l'espace de liberté est exigü et refermé dans les mains du pouvoir de l'Etat et des pouvoirs d'argent.

Tous ces problèmes sont réels et constituent un handicap sérieux pour le développement de toutes les populations du Sud-Kivu vers ce second millénaire finissant alors que dans certaines parties du monde, l'abondance de la surinformation crée déjà un fossé grandissant.

C'est dans ce souci, nous appuyant sur notre expérience personnelle avec toute modestie, que nous entreprenons cette étude sur les Radiodiffusions autres de type communautaire, avec comme nécessité d'offrir aux populations du Sud-Kivu une information et communication libre et suffisante par une approche de front médiatique : des radiodiffusions avec une autre technique d'appartenance locale, libre de toute dépendance institutionnelle, avec le souci d'une pratique autonome et participative, alternative, à l'expression démocratique, des radios innovatrices de développement intégral et intégré. Il s'agira donc d'un échange entre pôles de communications égales avec d'une part l'émetteur et de l'autre le récepteur, la communication considérée comme une interactivité, "un remplacement de l'Émetteur et du Récepteur par une interaction des acteurs qui dialoguent, se provoquent, négocient, s'expriment pour un objectif bien déterminé précise Michel BAUQUET (1990).

Eu égard à ce qui précède, nous sommes arrivé à nous poser la question de savoir si une action entreprise en vue de l'exploitation rationnelle, judicieuse et réfléchie des radios que nous qualifions de "autres" et de type communautaire ne constituerait elle pas une solution afin de contourner ces difficultés d'accessibilité à l'information libre et satisfaisante dont les milieux ruraux du Sud-Kivu sont victimes ?

Nous estimons que ces radios "autres" peuvent structurer la communication populaire dans une orientation de développement actif. Considérations et critiques sur les Radiodiffusions implantées à Bukavu dans la province du Sud-Kivu (RTNC et Radio Maendeleo)

Autrefois, au Congo, les hommes passaient leur temps de repos, le soir, autour du feu, racontant des légendes et les ramifications de l'arbre généalogiques, les exploits de héros et grands personnages de la tribu ou du clan ayant marqué le temps, des contes et des devinettes... Ces rapporteurs des traditions étaient considérés comme de véritables bibliothèques.

Outre ces récits, les peuples chantaient et dansaient selon les circonstances au rythme du tam-tam, du tambour et d'autres instruments traditionnels. L'implantation de la radio a modifié cette façon de se distraire. Actuellement des populations s'intéressent aux émissions éducatives, des devinettes, des saynètes, des sketches, émissions pour enfants... et autres mémoires vivantes et le tam-tam qui dès lors ont été remplacés par la radio qui les utilise et les combine aux autres usages modernes.

KIETI KAKULE et KAPUYA KALALA (1987) nous disent que l'avènement de la radio au Congo date de 1947, tandis qu'à Bukavu, l'événement est intervenu en 1958".

Pour ce qui est de la R.T.N.C. Sud-Kivu, il n'y a pas longtemps cette station de l'Etat accusait un déficit en personnel qualifié, à tel point que sur les 72 agents qu'elle comptait en 1994, 4 seulement étaient de la formation d'hommes de médias (Rapport R.T.N.C. 1994) ; Actuellement cette station compte 35 cadres universitaires, professionnels et amateurs confondus sur un effectif de 116 agents. Signalons tout de suite que malgré cet effectif pléthorique, en soi, les choses sur le terrain ne s'améliorent pas.

La RTNC/Sud-Kivu s'est détournée de sa trilogie d'objectifs : informer, former et divertir toutes les populations du Sud-Kivu. Présentement, cette station se contente de n'arroser que la seule ville de Bukavu et ses périphéries qu'elle couvre d'ailleurs difficilement ! Il y a ici deux aspects à considérer : la non association des auditeurs à l'élaboration des programmes leur destinés à tous les niveaux mais aussi l'inadéquation du matériel utilisé.

Le morcellement de la Province du Sud-Kivu en aires linguistiques très diversifiées est un problème sérieux qui se pose pour tout média qui voudra s'installer. Les 3/4 de la province sont habités essentiellement par des populations dont la langue est shi. Or ce dialecte n'a aucune similitude avec le swahili qui du reste est parlé dans les territoires de Fizi, Shabunda, Uvira et Mwenga en plus de leurs dialectes régionaux. Au niveau régional déjà le problème de la communication se pose malgré l'existence d'une langue vernaculaire, le swahili, qui est pratiquement la langue vernaculaire de la province. C'est pourquoi les 3/4 des émissions diffusées, aujourd'hui, en français devraient donner place aux émissions en swahili et parfois en mashi et kirega mais aussi d'autres dialectes locaux ; le quart restant y serait émis en français. L'Institut Culturel Africain (I.C.A., 1985) rappelle que "à un auditoire donné, une langue déterminée". Diffuser des émissions dans une langue étrangère aux auditeurs ne serait qu'une prédication dans le désert tel est le cas à la RTNC, même si elle couvre toute la province par ses émissions. La plupart des émissions à la RTNC/Sud-Kivu ne sont pas préalablement préparées, elles sont improvisées et peu sont professionnellement élaborées. Les nouvelles étrangères priment sur les nouvelles locales, régionales : les présentateurs se limitent à suivre copieusement ce qu'ont dit les stations étrangères pour ensuite le diffuser, négligeant les descentes sur le terrain localement en vue d'y collecter les informations, celles qui intéresseraient les auditeurs auxquels la radio s'adresse, à savoir d'abord la population du Sud-Kivu.

Il en est de même pour bon nombre de producteurs de la RTNC/Sud-Kivu qui se bornent à lire des manuels, y tirer des extraits qu'eux-mêmes ne peuvent en saisir la portée (par exemple, la fabrication de la fusée avec tout ce que cela comporte comme noms scientifiques !). L'orientation de la plupart des émissions à la RTNC reste le choix libre des animateurs et producteurs, ce sont des émissions à sens unique ne suscitant aucun "feed back", la politique de base de la considération de l'auditoire faisant défaut, ce qui est grave.

En ce qui concerne la Radio Maendeleo (Rama), il faut partir du début des années 1980 pour retrouver les traces de la sensibilisation menée par l'Institut Supérieur de Développement Rural, ISDR/Bukavu auprès des ONGD de l'ancien Kivu en vue de la création d'une radio rurale. Se basant sur les licences

déjà obtenues par l'ISDR/Bukavu, c'est au cours du premier trimestre 1991 que le Conseil Régional des ONGD au Sud-Kivu en obtiendra le permis d'exploitation pour voir les émissions expérimentales démarrées le mois d'août 1993 après facilitation de la commande par Père Franco du Comité Anti Bwaki.

Entre autres objectifs que s'était fixée la RAMA, radio rurale de surcroît, implantée en pleine ville de Bukavu, c'étaient de former, informer les populations du Sud-Kivu sur les actions, les techniques, les nécessités et les possibilités du développement de la région et de l'émancipation de ses populations, l'appui aux initiatives déjà amorcée par les ONGD et autres ILD pour enfin briser l'isolement dont souffrent les populations du Sud-Kivu en général et les paysans des milieux ruraux de la province en particulier.

Vers le début, la RAMA semblait s'inscrire vrai dans sa ligne de conduite ; il fallait attendre en peu de temps pour voir cette radio devenir la RTNC bis ! Toutes les remarques formulées à l'endroit de la RTNC/Sud-Kivu sont les mêmes pour Maendeleo quoique ces deux stations des objectifs tout à fait différents. Les grilles des programmes conçus pour les populations vivant dans des campagnes ne doit pas être la même que ce le conçus par les habitants de la ville. Il en est de même pour l'animation radiophonique destinée aux citadins ne doit pas être la même que celle faite pour le milieu rural, or c'est ce qui se fait souvent à la RAMA. Et pourtant le Centre International Etudes en Radio Rurale de Ouagadougou (1984) nous renseigne que "Une délimitation de la population bénéficiaire et de la connaissance de ses caractéristiques fournissent au communicateur des bases qui lui sont nécessaires pour concevoir une stratégie adoptée, "Le temps consacré à l'élaboration d'une grille de programmes adaptés n'est en aucune façon une perte, car la confiance en la radio et son accueil d'écoute en dépendant. Pour revenir à la langue, disons tout de suite que les langues de communication sont pour toute radio un des éléments importants pour préparation de 90 % mais un swahili de l'Afrique de l'Est qui, parfois, n'est pas compris pour tout l'auditoire ; il y a aussi le Swahili dit à Bukavu, un jargon presque un mélange du lingala, français voire même anglais. C'est le cas, par exemple, au cours du sketch radiophonique Dunia Kuna Mambo (du tandem Lufaheri, Kibondo et compagnie) qui n'est autre que la projection orthogonale du sketch Kapalata de la RTNC. Remarquons ici que le langage adopté ici est vulgaire (du genre mista (mister en anglais) au lieu de bwana (Monsieur) à confusion et détournant la compréhension du sujet quoiqu'à la fin il y ait une leçon morale. La mise en scène est beaucoup citadine que rurale. Les communiqués et les annonces publicitaires prennent un temps prépondérant dans chaque tranche d'antenne. Néanmoins ils sont tous diffusés en français, en swahili et non dans une autre langue au moment où il y aurait moyen d'y insérer d'autres dialectes selon que ces annonces s'orientent vers ces milieux.

L'information étant aux auditeurs ce que la boussole est au voyageur, la RAMA diffuse des informations en français et swahili uniquement or nous avons déjà soulevé des difficultés que représente une telle pratique pour nos milieux ruraux.

Il est vrai que quelques programmes sont conçus en dialectes locaux mais surtout ceux co-produits avec le concours des Radio Clubs, une approche

d'exploitation qui nous semble aujourd'hui résolue avec la multiplicité des postes récepteurs dans les campagnes au moins un poste radio par ménage au Sud-Kivu.

Ce qui explique logiquement l'abandon de l'écoute collective, ce qui nous a conduit à introduire l'approche de la mise en place des radiodiffusions autres de type communautaire.

Perspectives stratégiques des radios autres de type communautaire au Sud-Kivu

Les RAC constituent une innovation à même de jeter les bases d'un renouvellement possible de la communication du Sud-Kivu, s'orientent vers une pédagogie participative liée aux problèmes de développement dans une série d'émissions d'éducatives insérées dans les programmes de chaque radio (RAC) et avec comme stratégie :

1. aider le paysan à choisir des solutions appropriées à ses problèmes de santé, nutrition, agriculture et élevage...
2. faire du paysan une personne capable d'agir dans son milieu et imaginer des solutions aux problèmes de sa communauté, une personne ouverte aux innovations.
3. Contribuer à la création d'une opinion favorable à tout projet de réel développement et de promotion dans tous les domaines.
4. Fournir simultanément un enseignement populaire à un public
5. Aider la population à maîtriser les techniques appropriées surtout celles intéressant les domaines essentiels du développement communautaire.
6. D'amener la population à traduire en actes les messages reçus (avec des vulgarisateurs des projets déjà existant ou d'autres éducateurs)
7. De sortir de l'impasse résultant de l'inaccessibilité aux médias et de la sous-information chronique.
8. De permettre aux paysans de participer à l'élaboration, la production et la réalisation des émissions radiodiffusées qui lui sont destinées.
9. D'avoir une latitude d'évaluation concrète sur l'impact des émissions radiodiffusées sur les communautés en vue de les intensifier et de les réorienter.
10. De permettre aux décideurs de mieux saisir et interpréter les préoccupations quotidiennes des paysans pour que les décisions qui seront prises à leur endroit et qui engagent le développement ou l'avenir du paysan soient appropriées.

Les RAC doivent sensibiliser partout les populations aux actions à entreprendre. Ces masses doivent savoir que pour passer de la pauvreté aux mieux-être, il faut se soumettre au changement de mentalité comme le souligne Jean Marc ELA :

“La radio doit préparer les paysans à introduire les innovations dans leurs pratiques quotidiennes. Car la vie des villageois ne peut être transformée tant que le monde rural aura peur des changements”. (ELA, Jean-Marie, Paris 1982, p. 132). C’est la tâche des RAC d’amener les populations à comprendre le changement et à l’accepter

Les équipements à utiliser dans les RAC ne seront pas aussi nombreux et aussi sophistiqués que ceux de la radio classique, même si ils leur ressemblent et remplissent les fonctions, compte tenu de leurs coût très élevé de 2.000 à plus de 10.000 \$

La démarche ici vise à ce que chaque communauté désireuse soit en mesure de se doter d’un équipement de radiodiffusion conçu et construit en collaboration étroite avec la main d’oeuvre locale et à moindres frais.

A Bukavu, Monsieur Freddy Wasso Bubala, Ingénieur Electronicien, conçoit et monte des émetteurs mobiles Haute et Basse Fréquence de modulation de Fréquence (VHP/FM) de 10 watts, impliquant une faible consommation d’énergie ; ce qui permettrait d’utiliser l’énergie solaire, une batterie ou une autre énergie de son choix. Le coût du matériel fabriqué à Bukavu va à 1.000 dollars américains, le mixeur compris.

Adresse : Ir. Freddy WASSO BUBALA, RTNC, B.P. 475 Bukavu - Sud/Kivu

4. Méthodes de travail d’une RAC

Des bulletins d’information locale

Ces bulletins seront programmés à des moments de la journée de sorte que la communauté ait la facilité de suivre ces informations. On tiendra ici compte de la disponibilité et de l’horaire de travail dans la communauté ou rayonne la RAC. La durée de ces bulletins est variable. Au cas où la RAC émet trois fois par jour (matin, journée et soirée), chaque tranche des programmes pourrait comporter un bulletin d’informations locales d’au moins quinze minutes.

Ces bulletins contiendront les informations sur les activités techniques, politiques, économiques, socioculturelles de la communauté. Les événements marquants, heureux ou malheureux, survenus au sein de la communauté sont diffusés : réunions, manifestations diverses, visiteurs en séjour dans le milieu, travaux communautaires, faits insolites, incidents entre villages, épidémies, communiqués nécrologiques, officiels et divers émanant de la communauté, des notables ou de services publics etc.

Ces informations sont régulièrement fournies et à temps par un réseau organisé de correspondants bénévoles ou permanents répartis selon les aires de diffusion de la RAC. Ces correspondants viennent, autant que possible, présenter en direct au studio à l’heure de diffusion des informations, pour dire tout ce qui s’est passé, chacun dans son rayon d’action. Pour ce qui est du droit de réponse ou de rectification, il est garanti et les conditions préalables seront définies par l’Assemblée de la RAC. Toute nouvelle présentant une grande importance à la vie de la communauté peut être diffusée peu importe le moment dès qu’elle parvient à la RAC, au cours d’une tranche d’antenne (matin, mi-journée ou soir).

Méthode de travail d’une T.A.C.

La méthodologie de travail dans une RAC sera basée sur certains principes :

- d'écouter ses interlocuteurs, leur permettre de s'exprimer, ceci va à l'encontre de bien des pratiques analysées dans les radions classiques où les communicateurs sont persuadés que leur fonction principale est de bien parler, de convaincre l'auditoire avec leurs propres arguments. Ici la RAC sera aux mains des auditeurs qui représentent la communauté. La parole leur sera accordée, feront entendre leur voix car les émissions seront conçues, préparées et réalisées et réalisées par les gens eux-mêmes de la communauté.
- Après avoir participé et écouté la population (les auditeurs) en respectant son système de valeurs, sa propre volonté de rechercher des solutions à ses problèmes sa capacité en sa faveur, il va s'établir une attitude de relation de confiance entre la communauté et sa radio. Cette relation de confiance est indispensable pour assurer la crédibilité de la RAC aussi bien que la fidélité de l'auditoire (émetteur devient récepteur et vice-versa).
- Les thèmes à développer aux cours des émissions doivent prendre racines dans le cadre de référence de l'auditoire, son système de valeurs ses traditions, ses modes d'expression, sa culture, et à travers les modes d'expression orale traditionnels, susciter la créativité.
- Effectuer des descentes de production d'émission dans les communautés... Une communauté interactive est plus à même d'évaluer et de gérer ses ressources en vue d'un développement rationnel.
- L'évaluation est nécessaire pour d'assurer du feed-back et de l'impact des émissions dans les communautés couvertes par la RAC.
- La formation des membres et le personnel des RAC doit être assurés selon les besoins de chaque station.

Langues

La radio agit sur le public quand elle répond efficacement à l'orientation du public ainsi elle peut contribuer à instaurer la discipline, à modifier le système de pensée, le système d'action, donc à améliorer les comportement et à définir la voie que le public décidera de suivre : "l'homme de radio rurale doit donc utiliser un langage simple, clair, précis, traité dans un langage de tous les jours, compris aussi bien par maçon que par un philosophe" (SOGRES, J.A. Paris, 1972, p. 100)

Les RAC feront leur cette maxime. La majorité des émissions sera diffusée dans le maximum des dialectes parlés au Sud-Kivu ou ses environs atteints par les RAC. On établira une sorte d'axe dialectique pour les zones ou régions parlant le même dialecte ou s'en approchant. C'est ainsi que nous pouvons avoir, par exemple, pour les territoires de Kabare, Walungu, Idjwi et Kalehe, des RAC avec des programmes en mashi ou kihavu selon le cas sans toutefois négliger le Kitembo pour une RAC émettant à Bunyakiri. Dans Shabunda et Mwenga, quoiqu'ayant comme langue le Kirega, les réalités sont tout autres : ces deux langues kirega de Mwenga et Shabunda diffèrent par le sens et le parlé au quotidien. A Fizi, le Kibembe, vers le Kifuliru, le kivira et le kinyarwanda pour les habitants de hauts-plateaux. La fixation de ces axes linguistiques dans

les RAC tiendront aussi compte des groupes minoritaires marginalisés (pygmées, réfugiés...)

“L’information est une ressource nationale aussi importante que l’énergie ou une main d’oeuvre qualifiée dans la mesure où elle est comprise par le destinataire” nous confirment Claire GUINCHAT et MEROU M. (Claire GUINCHAT et MEROU M., Paris, 1984 p. 114). La langue pour être comprise dans l’auditoire doit être celle de l’auditoire.

14, p. 242-245

FEMME ET DEVELOPPEMENT : PERSPECTIVES 2.000

Mmes Rita Kashosi et F. Mitima, AFECEF Bukavu

Dans la recherche de son émancipation, la femme paraît comme inutilement contestataire, revendicatrice et à l'origine des tensions aussi bien dans le ménage qu'en milieu professionnel.

La question de discrimination de la femme constitue aux yeux des populations une injustice mais qui paradoxalement n'est pas encore perçue dans toute son ampleur et sa dimension.

Les agents de développement dans leurs actions se limitent souvent à le constater et à le signaler comme contrainte ou difficulté rencontrée dans les réalisations de leur programme de développement.

Pourquoi une telle attitude de maintien du statu quo contraire aux visées de développement ? N'est-ce pas parce que généralement ces agents de développement sont des hommes et inconsciemment ils ne souhaiteraient pas que la condition de la femme change ?

Les femmes elles-mêmes, quand l'occasion leur est donnée, dénoncent cette discrimination et des injustices dont elles sont victimes, se complaisant dans des planètes stériles et sans lendemain. Le statut juridique de la femme ne confère pas plus de droits à celle-ci. La femme ne se sentant pas protégée et sécurisée dans les faits et par la loi peut-elle libérer toutes ses potentialités pour le développement ? Ne pas vouloir utiliser équitablement les potentialités d'une grande partie de notre population pour des raisons hégémoniste favorise-t-il vraiment notre développement rapide et durable ?

Cette préoccupation est encore ressortie en 1994 lors de la journée internationale de la femme dans une série de conférences animées par AFECEF à cette fin.

Quelques réalités vécues par les femmes au Congo et particulièrement au Sud-Kivu

Le tableau sombre illustré au Sud Kivu où, après 32 ans de dictature qui a appauvri la majeure partie de la population, des guerres interminables humilient quotidiennement la communauté toute entière. Les femmes se trouvent fortement désemparées si bien que le concept approprié pour qualifier leur situation devient difficile à placer.

Il y a trois ans, les espoirs étaient encore permis à la femme du Sud-Kivu car l'environnement allait progressivement favorable avec regain de conscience qui se dessinait dans l'espace démocratique qui pointait à l'horizon. Le cadre d'expression populaire ont été amoindris annihilant totalement la gymnastique féminine.

Le présent point se voudra accorder son attention sur certaines aspects politiques, économiques et socio-politiques qui influencent la condition de la femme au Sud-Kivu.

- Les aspects politiques

Pour apprécier la situation de la femme dans le contexte actuel, il suffit d'analyser le degré de participation de la femme à la gestion des affaires publiques.

Toute personne a le droit et le devoir de prendre part à la direction des affaires de son pays. Soit directement, soit par l'intermédiaire des représentants librement choisis. Ceci suppose l'accès dans des conditions d'égalité aux fonctions publiques de son pays selon la DDH en son art. 21.

Durant les 32 ans de dictature du régime déchu, la femme a été peu et mal représentée dans les structures importantes de la gestion de la chose publique où elle n'a servi qu'au soutien du système politique dictatorial.

L'ambiance politique actuelle n'en démontre pas plus pour autant que la femme paraît utilisée comme l'instrument de la destruction de ses propres valeurs et de celles de sa société toute entière. Sa prise de conscience du degré de sa misère et celle des siens est loin d'être une réalité sinon une utopie afin de s'impliquer positivement dans le système féminin.

La majorité populaire a comme l'impression que le pouvoir actuel la dépouille de leurs familles, de la majeure partie du fruit de leur activité afin de se renforcer à leur détriment. L'établissement d'un Etat de droit, la bonne gestion des affaires publiques, le contrôle et la bonne gestion de l'armée qui sont intégrante des composantes d'une bonne gouvernance sont loin d'être une réalité profitable aux femmes du Sud-Kivu.

L'avance du processus démocratique semble totalement hypothéqué par des guerres intermittentes avec une volonté manifeste de brouiller l'émergence de ce principe dans un environnement qui se veut pourtant démocratique. Et là il convient de signaler que les espoirs ne sont plus permis aux femmes de se choisir des représentants capables de défendre leurs intérêts.

Au niveau des familles, les femmes sont parfois les dernières à être consultés pour des questions pertinentes engageant la vie familiale. Avec quelques nuances près pour des familles légèrement émancipées. Ce qui justifient parfois la prise de décision unilatérale qui compromet par moment la vie de toute une famille. Dans la gestion des affaires publiques, la femme est présente dans les postes d'exécution surtout dans les services étatiques. Par ailleurs, sa participation est souvent compromise par plusieurs réalités défavorables à sa promotion et à son efficacité.

Situation socio-culturelle de la femme au Sud-Kivu

Il est évident que la discrimination exercée à l'égard de la femme n'est plus un phénomène nouveau dans son milieu.

L'accès à l'éducation, la division du travail, la répartition et la consommation des revenus sont autant des faits sociaux qui en pâtissent. La division disproportionnée du travail fait que tous les travaux domestiques reviennent à la femme en plus des obligations économiques et considérant que la femme doit assumer en plus son rôle naturel de mettre au monde, sa progéniture et donc notre communauté future en sera également affectée.

L'état de santé des femmes à Bukavu et périphérie révèle que la plupart d'entre elles sont au bord du surmenage à cause du multiples charges domestiques. De ce fait, si rien ne change, les ressources humaines présenteront beaucoup de défaillance et incapacité pour promouvoir leur propre développement et celui des collectivités.

En plus, elles ont des difficultés à maintenir leur santé car ne jouissant pas de programme de régulation de naissance faute d'éducation et de décision et à défaut d'application des politiques y relatives. C'est ainsi que des fortes mortalités liées aux complications pré et post natales sont régulièrement signalés surtout en milieu rural. La scolarisation des filles jadis compliquée par le fait de la discrimination, se trouvent hypothéquée par la conjoncture difficile que connaît la région dans cette période de guerre.

La déperdition scolaire va croissante au niveau des filles si bien que le phénomène devient actuellement alarmant.

Le nombre des prostitués augmente progressivement cause d'une conjoncture socio-économique désobligeante. Les viols et harcèlements sexuels jadis limités prennent de l'ampleur surtout dans les rangs des militaires et le phénomène "SIDA" hypothèque l'avenir de toute une communauté.

Les droits de femmes se trouvent constamment vidés par le pouvoir et les communautés pourtant habileté à le garantir et toutes formes de réclamations appellent à des susceptibilités.

Le statut social limite souvent la participation de la femme à la prise de décision même la concernant. C'est ainsi qu'elles exécutent pour ou contre son gré un certain nombre des rôles sociaux, même ceux la compromettant. En dépit des efforts qu'elle dégage pour la production et le maintien d'un équilibre vital dans nos communautés, le droit de propriété lui sont encore une restriction.

L'accès à l'information se trouve limité chez les femmes de Bukavu et du Sud-Kivu qui ploient à longueur des journées sous de lourdes préoccupations de survie. Il faut noter aussi qu'en plus de l'absence de connaissance sur la nécessité de l'information, les conditions d'accès ne sont pas toujours réunies défektivité de moyens d'information, coupures généralisées de courant électrique.

Les manipulations pour des fins multiples font que la femme est souvent utilisée contre elles-mêmes et constitue de ce fait une contrainte pour son épanouissement. Ceci est inhérent à un problème d'éducation.

Situation économique des femmes au Sud-Kivu

Bien qu'il soit vrai que la situation des femmes peut être différente selon les classes sociales, les âges ; les statuts et le milieu, certaines ressemblances et tendances rassemblent les femmes partout dans le monde. Les femmes rurales qui constituent la majorité des femmes au Sud-Kivu sont "les plus pauvres des pauvres". Il suffit de regarder autour de nous : combien des femmes roulent et possèdent un véhicule ? Combien possèdent une maison ? Combien sont propriétaires de terres ? Est-ce à dire qu'elles ne travaillent pas ? L'accès des femmes aux ressources diminue pendant que leur charge de travail a augmenté et que leur niveau de vie a décliné.

Dans notre pays et particulièrement dans notre région, elles ont tout simplement une double journée de travail. Après le petit commerce, le transport à dos, les travaux des champs, le travail salarié, les travaux domestiques les attendent. elles se réveillent tôt pour se coucher tard, des fois vers 22 heures, très fatiguée après une journée surchargée.

Les statistiques qui jouent un rôle déterminant dans la définition des politiques et allocation des ressources sont loin de rendre pleinement compte de la contribution des femmes.

Déjà dans le revenu familial, les activités ne sont pas comptabilisées et l'homme a tendance à ne considérer que son seul revenu. Ainsi, il répond facilement à la question de savoir "quelle est la profession de sa femme, elle ne fait rien" paradoxalement à ce qu'on soutient qu'elle passe moyenne 13 heures de plus par semaine dans leur travail par rapport à son homologue masculin.

Il n'est plus aucun doute que les femmes ploient sous des multiples fardeaux dont le poids ne cesse d'augmenter à mesure qu'aux responsabilités domestiques viennent s'ajouter des obligations économiques. La crise économique qui s'aggrave continuellement la réduit au chômage, au chômage déguisé. Dans sa débrouillardise, elle est versée dans des activités sans importance sociale et économique considérable. L'essentiel pour elle est de survivre.

Perspectives pour la femme du Sud-Kivu pour l'an 2000

La nouvelle vision du développement met un terme au schéma de dépendance et d'aide tout en faisant prévaloir un développement local et non plus national où ce sont des individus qui sont la cible de l'action et non des collectivités. Etant donné le tableau sombre que présente les réalités féminines et inhérent au système de mauvaise gouvernance, les femmes se doivent d'abord de revendiquer l'instauration d'un état de droit qui respecte et promet les droits humains et les libertés fondamentales.

Cela suppose la conquête d'un espace d'expression et d'actions qui la rende capable de se mouvoir. Il est opportun qu'elle comprenne qu'une telle décision demande un minimum d'effort et de solidarité pour une cause commune. La majorité féminine dont il a toujours été question doit se refuser de cautionner des pouvoirs qui l'avilit pour une lutte d'instauration d'un régime à assise populaire. Cela demande bien sûr des stratégies et la détermination d'y parvenir en se refusant de servir des marches pieds à qui que ce soit.

Il est évident que la pauvreté des femmes, un frein au développement n'est donc pas seulement le scandaleux, résultat d'inégalités sociales, c'est bien plus le fait que les femmes n'aient pas un égal accès au crédit. Selon "Universelles", un bulletin féministe de solidarité internationale édité par le collectif, le 5ème Monde, dans son n° 1 de décembre 1997, le "micro-crédit" devrait être vu comme un instrument révolutionnaire dans la lutte contre la pauvreté. Il se résume à des petits prêts alloués aux plus pauvres en vue de créer leur emploi et de subvenir à leur besoins. Point n'est besoin des programmes coûteux pour répondre aux besoins des femmes et des familles car celles-ci pourront y

répondre en empruntant pour créer leur propre emploi et devenir ainsi entrepreneur.

Toutefois, des programmes de santé, d'éducation et d'autres d'envergures ne sauraient se réaliser sans apport important des capitaux, ce qui justifie le rôle prépondérant des gouvernements dans le financement de telles actions. En dépit de la problématique liée à l'accès des moyens de production, la femme reste incontournable pour améliorer l'économie des communautés. L'appropriation des moyens de production et l'amélioration des compétences est une nécessité ultime pour déclencher un processus de développement.

La femme qui de part sa nature défend un certain nombre d'atouts la prédisposant bien conduire, l'humanité se trouve désemparé en assistant scandaleusement à toutes ces inégalités et injustices qui déchirent le monde à l'aube de l'an 2.000. Son désespoir est encore grand voir les guerres et conflits d'intérêts en proie aux communautés et amoindrissent ses voies de sortie dans ce gouffre déplorable. Bien qu'elle ne soit pas consultée pour les programmes de conception de guerre, elle est en définitive celle qui en pâtit le plus. Les femmes devront donc se refuser le soutien à tout faiseur de guerre au profit de l'établissement d'un dialogue franc et ouvert.

L'implication positive de la femme dans le processus de recherche de paix devra bien situer ses intérêts et ses aspirations au regard de ceux de son macro-environnement. elle doit donc être capable de distinguer l'essentiel du superflu. La dépravation des mœurs et le renversement de l'échelle des valeurs, le fanatisme et l'adhésion inconditionnelle sont à combattre, pour éviter la chosification de la femme tel qu'il apparaît dans notre environnement ethnique et moral. Le développement du mouvement associatif et l'entrepreneuriat féminin sont acquis à défendre incontestablement tout en essayant de reconquérir progressivement des espaces de liberté comme ce fut pendant les 6 ans qui ont précédés la guerre de libération.

Un développement réel devrait se faire en fonction des personnes et non en fonction du renforcement des pouvoirs des classes et devait supposer que non seulement les besoins essentiels et les droits humains fondamentaux soient satisfaits et respectés mais aussi que les populations surtout celles majoritairement démunies participent à la détermination des priorités et à la prise de décision dans tous les domaines et à tous les niveaux (local, régional, national et international).